

## **La Covid-19 : quel impact sur le développement économique du Maroc ?**

### **Covid-19: what impact on Morocco's economic development?**

**YAMMAD Yousra**

Doctorante en sciences de gestion  
École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG)  
Université Ibn Tofail Kénitra  
Laboratoire de recherche en sciences de gestion des organisations (LRSGO)  
Maroc  
**yammadyoussra@gmail.com**

**LALAOUI Siham**

Enseignante – Chercheure  
École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG)  
Université Ibn Tofail Kénitra  
Laboratoire de recherche en sciences de gestion des organisations (LRSGO)  
Maroc  
**siham\_lalaoui@hotmail.ca**

**Date de soumission :** 15/02/2021

**Date d'acceptation :** 29/04/2021

**Pour citer cet article :**

YAMMAD Y. & LALAOUI S (2021) «La Covid-19 : quel impact sur le développement économique du Maroc ?», Revue Internationale du chercheur «Volume 2 : Numéro 2» pp : 547 - 569

## Résumé

Cet article est une infime fraction nourrissant la réflexion sur le débat qui anime la société sur le nouveau modèle de développement. Le Maroc éprouve fortement le besoin d'une relance imprimant à l'économie une dynamique dévolution notable. Dans ce sens, il est temps de concevoir un nouveau modèle de développement qui soit adapté non seulement au contexte économique Marocain mais surtout aux contraintes internationales. Cette lourde tâche de mise en place est confiée à la commission spéciale sur le modèle de développement, qui se doit de scruter l'existant, et de tracer les vertus d'un nouveau modèle renouvelé et rénové, sans faire fi du brusque épisode épidémiologique « la covid-19 » ayant indubitablement impacté la marche de cette entreprise décisive. C'est dans ce rythme flottant qu'un flash-back a dû être médité, en explorant l'historique de ce concept protéiforme, soit sa genèse et son évolution, et en discutant l'impact de cette crise sanitaire sur la conception du nouveau Modèle Marocain, sans pour autant rater une projection futuriste par rapport à la période post-covid-19. Ce travail consiste à apporter des éléments de réponse à un ensemble de questionnements tout en interrogeant la littérature théorique, Pour ce faire, une compilation scientifique est faite, dressant un inventaire conceptuel des travaux des différents auteurs

**Mots clés :** Nouveau modèle de développement ; commission sur le nouveau modèle de développement ; Covid-19 ; historique ; colonisation.

## Abstract

This article draws the reflection of the debate that animates the society on the new development model. As part of the dynamics inherent in restructuring, Morocco considers the need for a revival that will give the economy a noticeable dynamic of evolution. This latter is aiming to emerge off deep waters not only by designing a new development model that is adapted to the Moroccan economic context but above all to international constraints. The special commission on the development model is then entrusted with the responsibility of coordinating the existing and outline the virtues of a new, renewed and renovated model, regardless of the sudden epidemiological episode "the covid-19" which has undoubtedly influenced its progress. Retrospection was then a necessity to explore the genesis and the evolution of this fluctuating concept. In addition to this, a discussion was a must concerning the impact of the health crisis on the conception of the new Moroccan Model in order to not disregard the post-covid-19 era future profile. Everything considered, this project comes with elements of responses to a set of demands, interrogating on its way the theoretical literature.



Demands answered by concerned Scientifics who compile a conceptual inventory of the work of various authors.

**Keywords :** development model; commission on the new development model; Covid-19; historical; colonization.

## Introduction

Les séquelles de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ont éveillé l'intérêt des chercheurs. Durant cette ère, les théories développementalistes ont démarré, dans la mesure où les auteurs soulignaient le mot développement sauf qu'il était conçu dans sa sémiologie comme synonyme de la croissance économique. Abstraction faite de son apparition officielle en 1949, le développement faisait l'objet de parutions précoces et de quelques surgissements sporadiques dans quelque travaux isolés notamment en 1934 grâce au livre de Joseph Schumpeter, ainsi on ne peut nier que l'univers anglo-saxon a été le précurseur ayant eu l'exclusivité d'usage du terme « economic development ». Toute fois sa genèse revient aux années clinquantes par consensus. Ce concept directeur est digne d'être démystifié, Ce faisant, une rétrospective semble impérative pour s'acclimater avec le concept avant d'explorer son essence sémantique et son évolution.

Force est de reconnaître que la trajectoire du développement n'est nullement épargnée de la survenance des turbulences, en l'occurrence **les crises** de toutes natures. Dans le cas présent, la covid-19 en est témoin, dans la mesure où c'est une crise multidimensionnelle comme une pieuvre à plusieurs tentacules. A ce titre, il est légitime de se poser certaines interrogations dans le but d'endormir la zizanie quant-au sort du développement du Maroc à l'ère de cette crise planétaire : Quelle incidence a eu cette crise sanitaire sur l'économie marocaine ? Comment l'Etat pourrait-il estimer les besoins de financement dans une période marquée aussi bien par le doute que par l'incertitude ? N'est-il pas temps d'endoctriner la gestion des risques et des imprévus ? Quels sont les secteurs les plus écrasés par la covid-19 ? A quel niveau les politiques budgétaire et monétaire ont servi de base pour adoucir les effets négatifs du virus sur l'économie Marocaine ? Le corona virus serait-il un coup de pouce ou un coup d'arrêt pour le modèle de développement en cours d'élaboration ? Quelles sont les leçons à tirer de cette crise pour un modèle de développement post-covid-19 ?

Face à un pays qui s'étirole de brique en brique, après l'échec patent d'un ensemble de mesures développementalistes, Comment cette économie aussi altérée qu'abimée pourrait être regagnée ? N'est t-il pas temps de songer à réhabiliter l'existant ? S'orientant dans cette voie et s'agissant d'un modèle qui ne peut tenir la route, une refonte viscérale s'est avérée impérative loin d'un rafistolage « lifting économique » (Sadok, 2019). À cet effet la conception de ce prototype est partie si vite en furet à la recherche d'une grille référentielle théorique aussi limpide soit-elle. On ne peut conspuer que tous les acteurs du système travaillent d'arrache-pied, en l'occurrence, la «CSMD » pour pouvoir faire aboutir ce Modèle

prometteur. Alors que ce dernier commence à franchir son premier cap, le choc sanitaire « la covid-19 » surgit bousculant ainsi l'avancement de cette aventure calculée et générant par cette même occasion une dysmorphie de la dégainée du nouveau modèle de développement.

Au regard de la conjoncture actuelle, nul ne peut douter de l'accroissement des défis auxquels le Maroc doit faire face, ce crash sanitaire de part son incidence inquiétante, a dû chambouler la feuille de route préalablement tracée, qui prône l'obligation de rattraper le retard structurel du Maroc. Fort de cette réflexion, cette déviation a exigé une relance économique urgente intégrant de nouvelles dimensions socio-économiques, tenant compte de l'invité surprise du nouveau modèle de développement qu'est la covid-19. Selon Brahim Fassi Fihri, Président de l'Institut Amadeus, « *si la pandémie de Covid-19 exige une réaction plus rapide, davantage de volontarisme, mais surtout un ajustement aux nouvelles mutations internationales profondes, elle n'a en rien changé le diagnostic qui impose la refonte de notre Modèle national de développement. Elle a, plutôt, mis davantage en lumière certaines vulnérabilités, que nous pouvons qualifier de systémiques et l'obligation d'y remédier au plus vite, dans un contexte global d'évolution et de transformation* » (Amadeus, 2020). Bien qu'elle soit une épreuve laborieuse, la crise sanitaire est l'occasion de dire que le Maroc n'est pas à l'abri des ruines causées par la covid-19, fort est de constater, que celle-ci a levé le voile sur d'autres défaillances latentes qui doivent impérativement faire partie des contours du nouveau contrat social. Aujourd'hui, dans ce contexte épidémiologique, appelé à durer en l'absence du vaccin, les parties prenantes sont dans l'obligation de réviser de prime abord les fonctions régaliennes de l'Etat et de sanctuariser dans le cadre de notre Modèle de développement des nouvelles valeurs à savoir : l'adaptation, l'agilité, l'innovation... de la sorte on peut tracer les perspectives d'un Maroc post Covid-19. (Amadeus, 2020)

Dans la première partie de l'article suivant, nous allons présenter une revue de littérature du cadre conceptuel afin d'éclaircir la genèse du développement, et sa frontière sémantique,.

Dans un deuxième temps, sera discuté dans le cadre d'une réflexion, l'impact socio-économique de la covid-19 au Maroc. Ensuite, nous allons dresser porte un inventaire des mesures prises par le gouvernement marocain pour sortir de l'impasse et proposer, enfin, des recommandations pour un Maroc post-covid-19.

## 1. Historier le présent

### 1.1. Le Développement à l'ère de la colonisation

*Pour remplacer le terme désormais périmé de «colonies», des technocrates avancent la notion de "régions sous-développées" (Gélinas, 1994). Passer au crible de l'histoire de la colonisation, c'est se jeter et s'enfoncer dans une mangrove doctrinale si profonde, cet épisode aussi révélateur soit-il n'est nullement une digression, mais une période durant laquelle les contours du paradigme du développement se sont dessinés, sans pour autant le baptiser ni le doter d'une locution étymologique. En espionnant les archives, se profila le chapitre impérial de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne œuvraient de concert dont l'objectif était de briguer la couronne et garantir la suprématie écrasante. La course au clocher démarra farouchement, et l'annexion de plus de contrées fut corollaire à la victoire durant cette période. Cependant des querelles eurent lieu sur les sols conquis de la part des indigènes qui ne voulaient tomber sous la coupe et criaient conséquemment leur autonomie, en parallèle, les puissances coloniales étaient tenues d'activer obstinément des pratiques développementalistes sans pour autant en être conscient, dans le sens où au-delà de leur soif de déferlement, ils avaient aussi une mission civilisatrice dans la mesure où ils conjuguèrent occupation et modernisation. « **D'une certaine manière, on pourrait penser que, « le développement » était déjà là, sauf qu'il manquait le mot pour le dire.** » (Rist, s.d.)*

Un pays chargé de l'histoire, La France fut adepte à ce dogme impérialiste, la conquête de débouchés fut un dopant inébranlable, dans la mesure où en jonchant les sols, ceux-ci devinrent des partenaires commerciaux, et dans le cadre d'un accord gagnant-gagnant ces existences conquises arrivèrent à sortir de l'épave, en l'occurrence, l'abîme économique dans le quel ils étaient plongés. C'est l'une des lumières de cette pratique nomade aussi bénéfique soit-elle, qu'il s'agisse, de l'industrie métropolitaine ou de celle des colonies. En outre, il est à signaler que 1871 fut marquée par la guerre Franco-allemande qui s'est soldée par un échec lamentable de la France. Celle-ci déchirée par cette défaite inexorable et animée par un appétit latent de revanche, avait décidé d'exhausser son empire colonial à une vitesse folle. Le rachat de l'humiliation en faisant volte face fut l'objectif premier de la France, celle-ci même avec une absence de clairvoyance avait adhéré à l'intérêt national commandant un coup de tonnerre colonial marchant sur le sillage de la grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. le but était de capitaliser sur la mission civilisatrice de la colonisation partant de

l'idée que celle-ci fut dans l'état de faire des miracles et donc pourquoi ne pas se serrer les coudes avec les sols conquis dans le cadre d'une colonisation fraternelle pour que cette entreprise fasse florès pour les 2 acteurs (colonisateurs/colonisés) *Allez, faites ! Faites des routes, faites des ports, faites des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez [...] (HUGO, s.d.)* Pour conclure, Les puissances coloniales -ainsi envoutées- avaient atteint leur zénith en annexant avec frénésie des territoires d'outre-mer servant de stand de vente. Un eldorado sans précédent qui a battu son plein pic, mais qui a fini par échouer. Divers sont les déclencheurs derrière l'occupation des terres : entre vocation économique et civilisatrice, ce courant impérial aussi solide soit-il fut démolie avec l'avènement d'une nouvelle doctrine naquit subitement, et s'érigeant comme un substitut au colonialisme : ce n'est autre que le développement, un concept directeur ayant vu le jour le 20 Janvier 1949 aux Etats-Unis et qui a dû révolutionner le paysage intellectuel. L'ironie du sort réside dans le fait que les pratiques développementalistes qui sont avancées de nos jours comme nouvelles et originales, sont extrêmement vétustes et remontent à l'époque de la colonisation. Des similitudes manifestes entre hier et aujourd'hui avec des nuances terminologiques, par exemple les plans d'ajustement structurels, les équilibres budgétaires .... Etaient à l'époque nommés « l'autonomie économiques et financières des colonies »... Ces pratiques ont subi une évolution sémantique chose qui témoigne que le développement existait pleinement mais, il manquait le mot pour le dire. L'auteur a listé quelques exemples de ces pratiques développementalistes :

- a) L'enseignement des sciences coloniales qui aujourd'hui est substitué par les études du développement
- b) Dire développement, c'est dire infrastructure de santé : naguère on parlait des soins de santé primaire qui aujourd'hui sont gérés par l'OMS : » « *Nécessité de développer l'hygiène générale et la prophylaxie ; nécessité en conséquence d'augmenter partout le nombre des formations hospitalières, des dispensaires, des maternités des ambulances, d'organiser l'assistance mobile [...]* » (Sarraut, s.d.)
- c) On ne peut parler de développement sans parler de l'enseignement, dans ce sens les instances compétentes prêtaient une attention particulière aux formations professionnelles pour une meilleure adéquation avec les exigences du marché de travail

Sous le joug du crash de l'Europe après la guerre. Les États-Unis n'ayant pas l'intention de raviver sur les braises du conflit, ont loué la bravoure, et ont procédé à une nouvelle reconfiguration du monde en s'imposant en tant que nouvelle puissance hégémonique. Bien qu'ils furent longtemps classés parmi les derniers en termes d'envahissement des terres, mais subitement, et mine de rien sans avertir, le cours des choses a changé, et les États-Unis d'une attitude machiavélique « *dans cette perspectives les nations se classent comme les coureurs : celles qui traînent à l'arrière et celles qui mènent la course* » (Sachs, s.d.) Devinrent une vedette du moment où, ils avaient vérifié cette condition développementaliste principale, « *Une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix* » (Truman, 1949). À cet effet, l'Amérique s'est dite prête à agir en pilotant ce périple phénoménal. Dans le même ordre d'idées, Truman a procédé à une fragmentation aussi rigoureuse soit-elle entre pays développés / pays sous développés, et a amorcé de la sorte un nouvel impérialisme anticolonial dans la mesure où le développement fut conçu comme une continuité du colonialisme « *«le développement sans domination est comme une course sans direction ; c'est pourquoi l'hégémonie occidentale est incluse dans la proclamation du développement.* » (Sachs, 1996)

Adhérant à une philosophie coloniale, Légitimer la suprématie occidentale a toujours été une priorité, théorie ou complot ? (Latouche, s.d.). A sa floraison, le point 4 du président Truman a dû renforcer d'emblée la prégnance des États-Unis en la plaçant à la tête de la pyramide (Rist, s.d.)

Au paravent le mythe du développement faisait l'objet d'une littérature abondante, portant une attention particulière à l'exclusion des acteurs subalternes et marginalisés, et à la fragilité de ces voix silencieuses, d'autant plus, un folklore de stéréotypes paradoxaux vient entourer cette discipline. Dans ces conditions humiliantes, le développement serait-il la baguette magique pour les non-occidentaux ? le rapport de la commission du sud vient consolider ceci «le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leurs personnalités, de prendre confiance en eux même et de mener une existence digne et épanouie » (Sud, 1990), mais toujours est-il que ce genre de récits, héritages des anciens, et ne font que renforcer les clivages entre les sociétés développées et celles non développées (DUBARRY, 2014), et enraciner par la même occasion l'image d'infériorité des pays dits retardés « *le développement a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriments de l'autonomie des sociétés* » (Latouche, s.d.)

Dans le cadre d'un accord gagnant, cette fragmentation développementaliste a été en faveur des Etats-Unis, l'idée était de tirer parti de l'aboutissement de cette patrie divine bénie par le président Truman, dans la mesure où, son discours lui collait parfaitement. Dans le même ordre d'idées, le président Truman en se servant de cette terminologie ne serait ce que aveuglement, a eu l'exclusivité de prétexter le démantèlement des empires coloniaux et de hisser la souveraineté des Etats-Unis, eu égard, à leur harmonie avec les avancés du discours. Néanmoins une attention particulière a été portée aux pays du Sud, par le biais d'une aide technique leur servant de ressort pour démarrer (Sashes, s.d.). En effet, dans le but d'assister ces économies qui étaient au bout du rouleau et par la même occasion dire que l'occident est Roi, et exposer de la sorte sa crinière de lion, les Etats-Unis se sont érigés en oligarchie dominante et ont dû imposer un rapport de domination aux pays bénéficiaires de l'aide technique, qui ont refusé de s'assujettir à ce mandarinat proclamant une autogestion. (Rist, s.d.)

Les Etats-Unis, étant donné, leur opulence ne pouvaient rester sourds-muets face au dénuement vigoureux de certains Etats démunis endurent une vulnérabilité et une précarité sans pareils, l'idée était de remuer et de passer à l'action. En parallèle, l'Amérique tient à se renier des propos qu'ils lui sont accusés et préfère passer par le crible d'une distinction explicite et circonstanciée pour se décharger des jugements qui lui sont adressés, l'auteur ici fait référence au totalitarisme accroché au dos de l'Amérique, et sa volonté soit disant de forcer le poignet des pays de la périphérie et leur imposer un développement inadéquat aux particularités propres de ces pays soit que l'on parle de leur diachronie ou de leurs traditions, de leurs institutions ou de leur passé, c'est dans ce sens qu'un développement concocté spécialement pour l'Amérique ne pourra guère faire florès dans ces pays sous-développés. In fine, l'Amérique est nette de ces distorsions, et le sort de ces pays est bien entre leurs mains. Certes l'initiative leur revient mais le financement est un dessein insaisissable (Truman, 1949)

### **1.2 Discours d'investissement de Truman: La naissance du développement**

Wolfgang Sashes a eu l'exclusivité de discuter d'une façon aussi lucide soit-elle le développement, en évoquant le discours spectaculaire du président Truman, soit un agencement territorial servant pour qualifier toutes les nations de l'hémisphère sud de « pays sous-développés ». Cette segmentation a dû renforcer la fissure entre le nord et sud. Une gymnastique terminologique qui a dû encadrer un terme dont les contours sémantiques ne

sont pas tranchés mais qui deviendra par la suite la préoccupation de toutes les économies. L'opacité qui régnait un peu partout dans le monde, les pillages sans retenues de la période post guerre mondiale ont fait de la conjoncture un terrain défavorable nécessitant une intervention inédite, dans ce sens le fameux point 4 est venu, ne serait ce que accidentellement, pailletter des étincelles d'espoir chez les pays les plus défavorisés.

Vanquers majoritaire de la seconde guerre mondiale, les Etats- unis étant une puissance mondiale était en plein soulèvement, ils étaient dans l'obligation de prendre la relève en oeuvrant à conforter la stabilité mondial et stimuler l'adaptation au changement. Conjointement Le point IV du discours du président Truman était le fer de lance du développement, quoique pour certains, la genèse est beaucoup plus précoce. La clé de voute de ce discours était la non préméditation sans équivoque du fait que ce point ne fut pas du tout tramé mais quoi qu'il en soit les échos recueillis étaient hyperboliques, La feuille de route du discours présidentielle fut tracé faisant l'objet d'un consentement ,et aux 3 lignes directrices du discours dûment préparé, s'ajoute une 4 eme provenant d'un fonctionnaire, portant sur une aide technique destinée aux pays sous développés, partant de l'idée que pour aspirer à un développement et abolir les problèmes sociaux criants, les economies puissantes sont amenées à apporter un coup de mains aux pays arrierés (Peemans, 2002) en souscrivant à l'dification d'une relation d'accompagnement .c'est ainsi, sans bruit, que fut introduite la notion de développement, rapidement, trasformée en concept servant de hochet pour les medias (CARDINAL, 2010). Nonobstant son caractere accidentel et anecdotique, force est de reconnaitre que le point 4 du president Truman a amorcé oustensiblement une nouvelle ère de développement. Toutes fois, et à défaut de ressources financières, les États-Unis en collaboration avec d'autres nations se sont prêtés à l'exercice de consécration en souscrivant à un chantier collectif de grande envergure, le but étant de doter les pays vivant dans des conditions voisines de la misère, de mécanismes techniques et d'approches tactiques, soit, un apport en nature balisé par un réservoir de connaissances et de savoir faire technique qui va leur permettre de décoller significativement avec leurs propres efforts (Rist, s.d.)« *Une production plus grande est la clé de la prospérité et de la paix .et la clé d'une plus grande production c'est une mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne. Ce n'est qu'en aidant ses membres les plus défavorisés à s'aider eux-mêmes que la famille humaine pourra réaliser la vie décente et satisfaisante à la quelle chacun a droit* » (Truman, 1949).

### 1.3 A la recherche d'une définition pour le développement : une impasse sémantique

A l'époque, « la colonisation » était le label du développement, mais avec le débarquement du point 4 du Truman en 1949, cette étiquette ne faisait plus recette, à cet effet le président pour des fins, d'expansions coloniales, avait décréter ex nihilo, l'expression « développement économique » servant de qualificatif pour ce phénomène. (Latouche, s.d.).

Escorté par une imagination débordante, le mot développement a toujours été toxique, doté d'une complexité sans pareil. Ce concept est comme le caméléon, qui se sert de son épiderme et se déguise pour toute fin utile, il se transforme conformément à la discipline en question et au gré des pratiques discursives, c'est dire qu'il manque de sens quand il est singulier. Selon Serge Latouche, cette discipline est sujette à 2 hypothèses ambivalentes : pour la première, le développement est un sentier diachronique: une trajectoire balisée par les contes historiques de tous les pays, c'est une approche dépourvue de profondeur, non fondée pour servir de politique promotrice. Inversement, la deuxième hypothèse s'avère plus utile : dans cette perspective, il s'agit de se servir de la victoire de l'Angleterre, étant donné, le bruit qu'elle avait fait en 1950 suite à sa révolution industrielle réussie, l'idée de développement était de profiter de la réussite de cette nation.

Outre, le développement est un paradigme sensiblement exposé aux aléas planétaires, celui-ci est obligé de trainer avec le tat de parasites qui couvrent le monde, en l'occurrence, les **crises**, toutes natures confondues. Selon Laurent Davezies : *La crise telle que nous la voyons ne se réduit nullement à un modèle économique, à des chiffres, c'est un ensemble, une « crise plurielle » qui a des « traductions » politiques, sociales, psychologiques ; l'analyste est débordé, il perd ses repères quand il veut saisir le vécu de la crise, comprendre par le dedans.* (Lucain, 2009). A ce titre, nombreuses sont les crises qui viennent s'installer dans le concert des nations (économiques, sociales, écologiques, sanitaires, environnementales...), et nonobstant leur caractère éphémère, celles-ci dessinent le destin du pays et l'emprisonne à long-terme, de par les chocs structurels induits. C'est d'ailleurs, pour cette raison que les chantiers de développement restent en stand-by au débarquement des crises. Cette approche ne fait plus recette après la crise financière de 2008, dans le sens où les chocs sont plus puissants que les amortisseurs, ce qui peut aboutir à un développement aussi inattendu qu'ignoré. (Laurent Davezies, 2012). *Concernant la crise de 2008 et ses effets, Davezies constate que, par rapport aux autres pays de l'OCDE, la France a été moins affectée. De telle sorte que si l'on adopte un point de vue global, le choc semble avoir été sur l'ensemble du pays relativement amorti. Pourtant, en déplaçant la focale au niveau de territoires*

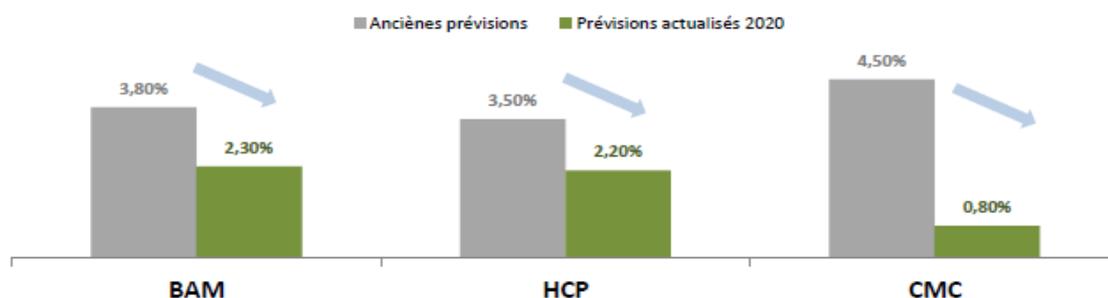
*d'échelle supérieure, on constate, sur de nombreux points, un écart considérable entre certains d'entre eux.* (Ramos-Lamoise, 2014) .Grosso Modo, la crise entraîne un clivage international tenant compte du fait que certains pays semblent être mieux armés que d'autres une fois devant le fait accompli. Le Maroc, tout comme les autres pays fait face à une rude épreuve, là où le qualificatif de « situation normale » revêt de nos jours une importance grandiose. En effet, dans cette étude, et dans le but d'endormir la zizanie, nous allons analyser la crise que connaît le monde, celle de la covid-19, et son impact sur le développement économique du Maroc.

## **2. L'impact de La covid-19 sur le développement Marocain**

La covid-19 a du secouer l'ordre mondiale de par son impact qui est à géométrie variable, compte tenu de la promptitude de chaque pays et sa capacité à faire barrage à la prolifération de ce virus. En effet, la victoire reste tributaire de la résilience de chaque pays (South, 2020). D'autant plus, l'incertitude engendrée par le choc sanitaire, a dû parasité la trajectoire du développement réduisant la visibilité quant-au sort de cette mobilisation : « nouveau modèle de développement ». En effet, le Maroc avait répondu présent face à cet imbroglio et a adhéré à l'intérêt national commandant le parachèvement de cette entreprise collective amorcée avant l'avènement de la pandémie, dans ce sens le gouvernement Marocain -ainsi averti- a fait preuve d'une riposte anticipative à la fine pointe dans le but de minimiser les effets socio-économiques de la dite pandémie. (Amadeus, 2020). Il est à signaler que la crise a touché de plein fouet la croissance économique suite aux mesures préventives préconisées par les autorités Marocaines pour contrecarrer les manifestations de la covid-19, en l'occurrence l'arrêt des activités suite au confinement qui a lourdement heurté la croissance économique, celle-ci, ce comparant à l'année dernière a connu une chute modérée de 1.2 points dans le premier trimestre de l'année 2020, suivi par une décrue menaçante de 8.9 dans le deuxième trimestre de la même année (HCP, 2020). Comme nous sommes fortement dépendants de l'économie européenne étant une destination cible à hauteur de 58%. Le repli de croissance de celle-ci, semble avoir frappé notre économie d'un chaos puissant, du fait que le registre des exportations a enregistré une chute de 30%, soit 8.5 Milliards de dirhams en Mars 2020, et les importations ont connu une diminution de 16%, soit 7.4 Milliards de dirhams Compte tenu du gel des activités des entreprises. Ce ralentissement est majoritairement sous le

double joug de l'embrouillamini de la chaîne de l'approvisionnement et de la baisse de la demande étrangère (Maroc, 2020).

**Figure N°1 : Les Prévisions de la croissance pour l'année 2020**



La source : CDG CAPITAL GESTION

Le HCP, la banque centrale et le CMC ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'année 2020, tablant sur un taux inférieure à 1%. (voire la figure N°1 : Les Prévisions de la croissance pour l'année 2020) (Gestion, 2020). Cette conjoncture planétaire n'a nullement dispensé les IDE d'une descente remarquable (CNUCED, 2020). Alors que les sources pourvoyeuses de devises s'écroulent l'une après l'autre, les transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE) ont fait preuve d'une résistance surprenante allant à l'encontre de tout pronostic, limitant leur baisse à 3 % ; soit, une donnée jubilatoire qu'on ne peut dénigrer.

**Figure N°2: impact de la Covid-19 sur le Commerce extérieur**



Source : Banque mondiale à l'aide des données de l'office des changes du Maroc

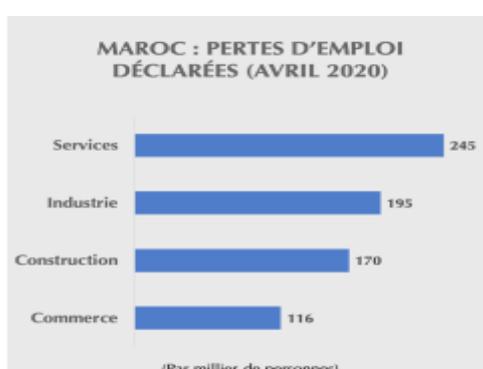
En somme, les réserves de devise ont massivement dégringolé, ce qui a coûté au Maroc les affres d'un scénario « catastrophe », sans oublier la « victime économique » qui est le secteur du tourisme qui n'a pas été épargné de l'abîme, de par les précautions appliquées, en l'occurrence la fermeture des frontières. Cette perturbation du trafic en a fait baver le secteur,

preuves à l'appui de La Confédération nationale du tourisme (CNT) qui a évalué les Malis à 34.1 milliards de dirhams, en termes de chiffre d'affaire touristique et de 14 milliards de dirhams en termes de chiffre d'affaire hôtellerie. De son côté, la banque Casablanca Finance Group (CFG) a indiqué une baisse des arrivées touristiques de 30% en 2020 (Maroc, 2020), en effet, le secteur touristique a durement subi les conséquences de la pandémie. Du point de vue sectoriel, il convient d'insister sur la contagion économique qui ne s'arrête pas, laissant d'autres secteurs en pâtir. Commençant par le secteur des transports dont les coûts ont augmenté de près de 75% ce qui a eu pour effet domino, le moratoire de plusieurs activités, bloquées, à défaut d'approvisionnement (agroalimentaire, textile...) ou de débouchés (HCP, 2020).

Cela en va de même, pour le tissu industriel national ayant été lourdement frappé par les séquelles de cette pandémie, cette distorsion n'a pas exclu le secteur automobile de la ruine admettant que c'est l'un des secteurs à fort potentiel de développement, un levier de croissance économique, pourvoyeur d'emploi par excellence, et le premier secteur exportateur du Maroc (Amadeus, 2020). Contraints de subir cette crise tout comme les autres, les leaders industriels PSA et Renault ont adhéré à l'intérêt national ordonnant la suspension temporaire des activités. L'arrêt de ces deux entités de référence a induit dans le cadre d'un effet boule de neige, des conséquences exponentielles imprimant au secteur un chaos sans précédent, aussi bien sur le plan économique que social; d'abord, il est à noter que cette mesure brusque a déjoué les objectifs escomptés par le ministère d'industrie pour l'année 2020 pour ce qui est de la production d'un million de véhicules et l'enregistrement d'un chiffre d'affaires de 100 milliards de dirhams d'ici 2022. (maroc, 2020) D'autant plus, les deux sites de Renault Tanger et Casablanca ont du mettre 11 000 collaborateurs en situation de chômage partiel, suivi par PSA à Atlantic Free Zone dont la suspension a touché 1600 collaborateurs (paper, s.d.) .Restant Perméable au diktat de cette crise sanitaire, le taux de chômage s'affole, soit un taux de 10.5% enregistré durant le premier trimestre 2020, qui équivaut à 810 000 citoyens ayant perdu leurs emplois. Au terme du 2 eme trimestre de la même année, le taux a bondit à 12.3% avec une concentration à hauteur 23% au niveau du poumon économique du pays : Casablanca. (Voire la figure N°3 : Pertes d'emploi déclarées (Avril 2020)). D'autant plus, selon le pronostic du Haut-commissariat au Plan le taux de chômage risque de frôler au moins 16% à l'horizon 2021. (HCP, 2020) Reste encore un problème; celui du secteur informel qui a vite été mis à nu à l'ère de cette crise, cette dernière à levé le voile sur ce phénomène qui

abstraction faite de son caractère souterrain, reste un contribuable non négligeable au niveau du PIB à hauteur de 35%, Selon le Conseil de Veille Économique (CVE) .par conséquent une attention particulière est portée à la transition de ce secteur informel ayant impacté terriblement la consommation et partant la demande interne, en économie formelle .Ce triste record prédit un véritable tsunami social allant à l'encontre de toutes les perspectives du Maroc inscrites dans le cadre de son nouveau modèle de développement. (Amadeus, 2020)

**Figure N°3 : Pertes d'emploi déclarées (Avril 2020)**



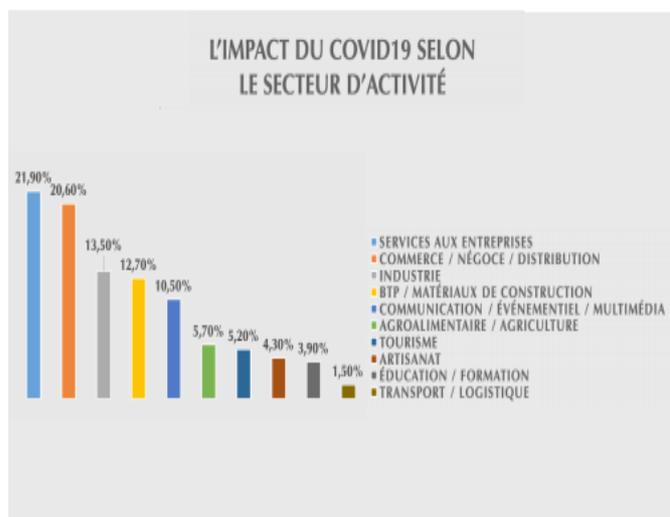
Source : HCP, enquête réalisée par téléphone du 1er au 30 Avril 2020 sur un échantillon de 4000 personnes

Espérant que cette crise soit une simple parenthèse, et dans l'absence d'un scénario de recentrage économique, la pauvreté devrait repartir à la hausse et atteindre 6.6% en 2020 selon la banque mondiale (mondiale, 2020).

Loin de prétendre à l'extrapolation, force est de reconnaître que cette crise n'a pas exempté le secteur du textile, de l'agroalimentaire, de l'offshoring, de l'industrie et de la pêche... (voire la figure N°4 : de la Covid-19 selon le secteur d'activité) Cependant le degré d'incidence varie en fonction des particularités propres aux secteurs : (Amadeus, 2020)

**Figure N°4 : L'impact de la Covid-19 selon le secteur d'activité**

| Activités sectorielles |   |                        |         |        |          |
|------------------------|---|------------------------|---------|--------|----------|
| Énergie                | Production nette (GWh)                                      | juin 19/ juin 20       | 18 814  | 18 069 | -3,96 %  |
|                        | Consommation d'électricité (GWh)                            | juin 19/ juin 20       | 14 937  | 14 212 | -4,85 %  |
| Industrie              | Exportation de l'Automobile (en MCH)                        | juillet 19/ juillet 20 | 45.913  | 32758  | -28,65 % |
| Tourisme               | (milliers de touristes)                                     | juin 19/ juin 20       | 11.464  | 4.693  | -59,06 % |
|                        | Nuitées dans les EHC<br>Arrivées de touristes y compris MRE | juin 19/ juin 20       | 5.400   | 1.974  | -63,44 % |
| Ports                  | Trafic portuaire gères par l'ANP (mille tonnes)             | juillet 19/ juillet 20 | 51.456  | 54.700 | 6,30 %   |
| BTP                    | Vente de ciment (en milliers de tonnes)                     | juillet 19/ juillet 20 | 8.132   | 6.547  | -19,49 % |
| Marché d'Auto-moblie   | Ventes automobiles (en unités)                              | août 19/ août 20       | 104.016 | 70.344 | -32,37 % |



Source : la Confédération Marocaine de TPE-PME, enquête menée entre Le 18 mars et le 6 avril 2020, auprès des TPE (y compris les Auto-Employeurs), Des PME et des Coopératives

### 3. La stratégie du Maroc face à la Covid-19

Face au déploiement de tant d'efforts de relance à l'échelle mondiale, l'Etat Marocain est à pied d'œuvre pour apporter sa pierre à l'édifice, tout en marchant dans le sillage des pays voisins, mais marquant de temps à autre la présence en termes de quelques mesures préventives. Aujourd'hui qu'aucun vaccin n'est en mesure de résorber la covid-19, le gouvernement Marocain s'efforce à atténuer l'ampleur de ce phénomène unique de par son impact. Compte tenu de notre adhésion aux valeurs universelles, l'Etat s'est enrôlé très tôt avant même le débarquement premier des dégâts, et a pris des décisions courageuses saluées par les organismes internationaux, le but étant de soigner les stigmates de paralysie causés par cette crise sanitaire qui s'est transformée en un temps record à une crise économique (Vedie, 2020).

A l'atterrissage de ce coup de tonnerre révélateur d'insuffisances (Vedie, 2020), Sa majesté tout en dérogeant à l'orthodoxie sacro-sainte des finances publiques, a fait montre d'une riposte budgétaire inédite, s'agissant, d'un Fond de solidarité sociale réceptacle des dons et des contributions citoyennes, qui s'élève à 10 milliards de dirhams, auquel a été ajouté 24 milliard de dirhams des dons d'organismes publics et privés, sans oublier les initiatives personnelles des citoyens qui, dans le cadre d'une salubre union sociale n'ont pas hésité à y participer (Jean-Laurent, s.d.). De par cette dotation, le Maroc est classé 4<sup>ème</sup> au podium mondial en termes de ressources mobilisées en pourcentage du PIB, soit 2.7% (Sachs, 2020). La vocation première de cette mobilisation est d'absorber la première onde du choc sanitaire. En principe, Sous le choc, contrairement à une période de paix, il est délicat de statuer quant-à l'omnipotence de l'Etat concernant la gestion de la crise surtout que ce dernier

est sur le qui-vive, preuve à l'appui, ses interventions salvatrices improvisés, d'autant plus, la riposte économique-sanitaire matérialisé par un strict confinement et partant une suspension des activités économiques a du couler cher à la commission chargée de l'établissement du modèle de développement (CSMD, 2020), qui a mis de côté ses premiers desseins pour aller s'adapter avec les effets funestes de ce virus., qui a entraîné dans le cadre d'un cercle vicieux le recul de l'un des agrégats de la comptabilité nationale les plus conséquents : la consommation nationale, celle-ci ayant été terrassée par le spectre-19. à cet effet, les acteurs du système se sont engagés aussi bien dans le soutien de la demande que de l'offre par le biais d'une batterie de mesures ponctuelles, partant de l'idée qu'en période de rétraction économique, la baisse de la consommation induit un recul de la production et conséquemment une explosion du chômage s'ensuit. En d'autres termes, ce dernier est tributaire de la croissance économique. (South, 2020)

En ce temps de débâcle, l'Etat Marocain reste averti face aux intempéries de cette crise qui est venue définir ses propres dogmes, pratiques et valeurs, ce faisant, ce dernier a loué l'expérience des autres pays et a déclaré l'état d'urgence sanitaire accompagné d'un confinement avancé, qui a entraîné des drames sociaux (chômage, précarité, pauvreté...).à cet effet le gouvernement s'est dit prêt pour agir et tend par conséquents à tempérer le stress socio-économique qui en résulte. En consécration, Un Comité de Veille Economique (CVE) a également été créé. *Celui-ci est présidé par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration et composé des ministères en charge de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, de l'Agriculture et Pêche, de la Santé, de l'Industrie, du Tourisme et du Travail, de la Banque Centrale, du GPBM (Groupement Professionnel des Banques Marocaines), de la CGEM (Confédération Générale des Entreprises du Maroc), de la FCCIS (Fédération des Chambres d'Industrie de Commerce et de Services) et de la FCIA (Fédération des Chambres d'Artisanat).* (commerciale, 2020). Dans l'absence d'une assurance-chômage effectif, ce comité a décidé ce qui suit :

- Les salariés du secteur formel, affiliés à la CNSS et déclarés en arrêt provisoire d'activité ont droit à une indemnité forfaitaire qui s'élève à 2000dh/mois en plus des allocations familiales.
- Les salariés pourraient de même bénéficier d'un report des échéances, qu'il s'agisse des crédits immobiliers ou de consommation.
- Une attention particulière a été portée au collaborateurs du secteur informel, cette initiative a un double objectif, d'une part pour susciter une vague de solidarité sociale

à l'égard des citoyens les plus précaires, et d'une autre part, pour tenir le cap de la demande épargnant à l'économie une chute abrupte.

Du point de vue de l'offre, les entreprises, toutes tailles confondues pâtissent des problèmes de trésorerie. Sous cet angle, une palette de mesures est de mise pour promouvoir le tissu productif étant une véritable locomotive de développement et maintenir par la même occasion les brides de l'économique :

- La BAM dans le cadre de sa politique monétaire a opté pour des mesures d'assouplissement au regard des restrictions exigées pour limiter la propagation du virus. Ce faisant, elle a baissé son taux directeur de 25 points de base, soit un taux de 2% en Mars 2020, suivi d'une seconde diminution à hauteur de 50 points de base, de la sorte le taux directeur passe à 1.5%.outre, la banque centrale, dans le but d'injecter tacitement de la liquidité a insuffler une bouffée d'oxygène aux banques commerciales, à travers une libération des réserves obligatoires.
- La CNSS a fait preuve d'une grande solidarité dans ce contexte critique, celle-ci a reporté le règlement des cotisations sociales des employeurs, jusqu'au mois de juin.
- La caisse centrale de garantie, Dans le but de soulager la trésorerie des TPME, et empêcher des éventuelles faillites, a introduit des crédits d'exploitation « Damane Oxygène » au profit des structures dont le chiffre d'affaire ne dépasse pas 200 millions de dirhams, Idem, pour les entreprises de taille moyenne ayant un chiffre d'affaire compris entre 200 et 500 millions de dirhams . (Maroc, 2020)
- En exécution des prérogatives de Bank Al Maghreb(BAM), et du GPBM (Groupement Professionnel des Banques du Maroc), les entreprises profitent aussi d'un moratoire sur les crédits bancaires jusqu'au 30 juin 2020. (paper, s.d.)
- La question qui se pose ici n'est autre que celle de la fiscalité en tant qu'un véritable levier de l'action Etatique. faudra-il payer l'impôt en temps de crise ? Optionnellement, les entreprises dont le chiffre d'affaire enregistré au titre de l'année 2019 est inférieur à 20 MAD de dirhams ont droit à un report dépôt des déclarations fiscales jusqu'à fin juin avec une suspension des contrôles fiscaux et des avis à tiers détenteurs. (Gestion, 2020).

Tel est le palmarès des interventions du gouvernement Marocain qui renaît de ses cendres pour faire face à cette guerre sanitaire. Dans le cadre d'une approche participative, l'Etat s'est

serré les coudes avec tous les acteurs du système, dans le but de traverser la tempête et partant gagner la bataille.

En effet, la commission chargée du modèle de développement grâce au prolongement de 6 mois qu'il lui a été accordé, a dû prendre du recul, tout en tirant des leçons cinglantes de cet épisode violent. (AMEDJAR ABDERRAHIM) S'inscrivant dans cette lignée, les acteurs révisent les priorités, intègrent des nouveaux paramètres, et s'appêtent à amorcer une nouvelle ère post-covid. (Abdeslam, 2020)

### **Conclusion :**

*« La crise économique que connaît le pays, suite à une crise sanitaire inédite, interpelle tout un chacun. Elle nous invite à une réflexion profonde et débarrassée des dogmes afin d'esquisser des alternatives et de préparer des plans de sortie qui aideront notre pays à surmonter l'épreuve et remettre le moteur économique en marche. Toutes les mesures prises jusqu'à maintenant, nécessaires et utiles, ont servi à colmater les brèches, à parer au plus pressé et éteindre l'incendie afin de limiter les dégâts. Il convient, une fois cette crise sanitaire résolue, de prévoir des mesures à moyen et long termes de reconstruction et de relance. » (Abdeslam, 2020)*

### **Recommandations pour une sobriété économique-social post-covid-19 :**

Bien qu'elle soit une épreuve lamentable, n'est il pas judicieux de prendre cette pandémie pour une aubaine servant de base pour réviser les orientations et les priorités du Royaume ?

A l'instar de la confiance tissée entre l'Etat et les citoyens, du fait de l'altruisme et de l'obéissance manifestés par ces derniers durant cette conjoncture critique, nous estimons qu'il est temps d'aller vers des « new deals » estimant que c'est l'ère propice pour balancer des nouveaux défis menant vers une sobriété économique-social sans précédent :

Dans cette optique, il est indéniable de table d' dorénavant sur la pertinence au niveau de la sélection des secteurs vers lesquels les investissements seront orientés, soit une condition préalable garantissant l'opérationnalité de toute réforme, d'autant plus, capitaliser sur les secteurs à forte incidence sur le social pour éradiquer progressivement les fléaux sociaux de toute nature. Cette cohérence va signer le début d'un millénaire sobre et prospère, commençant par une révision méticuleuse des fonctions régaliennes de l'Etat, force est de reconnaître, que celles-ci ont été en tête de ligne durant cette guerre contre le corona virus.

Outre, cette crise a extrêmement accéléré le chantier de transformation digitale, ce dernier en plus de l'innovation, devraient prendre les devants dans le cadre de cette entreprise collective de relance économique.

La rupture brutale des chaînes de valeurs à l'aune de la covid-19 a mis l'industrie Marocaine sur la paille compte tenu de sa forte dépendance au marché Mondial, s'orientant dans cette voie, une souveraineté industrielle est au cœur des politiques publiques, permettant au Maroc, de s'ériger en hub industriel au niveau de l'Afrique, tout en optant pour une « industrialisation par substitution aux importations ». Ainsi, pour pouvoir survivre, et eu égard aux potentialités dont regorge notre pays, il est indéniable de verrouiller certains domaines d'activités stratégiques (DAS) vitaux à travers un protectionnisme. Inutile de rappeler qu'au niveau du champ de bataille, il y a eu la santé et l'enseignement qui se sont efforcés à plomber l'économie, une fois la sonnette d'alarme tirée. A cet effet l'un des plus grands mérites à rendre à ces deux secteurs pompiers, est d'accélérer les chantiers de refonte qui leurs sont assignés.

Dans l'absence d'une assise scientifique de pointe, le Maroc marche sur les charbons ardents dans l'attente du pays qui va remporter la course au vaccin, dans ce sens, les instances représentatives devraient placer la recherche scientifique au centre de leurs préoccupations. Cette prise de conscience est certes tardive, mais elle permettra au Maroc d'être bien armé pouvant faire face aux imprévus.

A terme de cette réflexion, on ne peut faire fi du financement, étant donnée son étendue grandissante à l'aune de ce chapitre épidémiologique. En principe il est déplorable d'établir des prévisions de financement en temps de débâcle, encore pire à l'ère de cette crise sanitaire qui transcende toute logique. En concertation, la banque centrale et l'Etat devraient manier pertinemment les politiques monétaires, budgétaires et fiscales pour sortir de l'impasse et éviter au Maroc le scénario d'une austérité débridée. In fine, Ce papier représente quelques propositions stratégiques nourrissant la réflexion autour des mesures de relance économique dans le cadre du nouveau modèle de développement Marocain. (ASSAAD IDRISSE Maha).

La question qui se pose ici n'est autre que celle de la prédiction du futur suivant le mouvement de l'éminent futurologue Mahdi El Manjra. Ne serait-il pas intéressant d'établir des perspectives futuristes dont le but est de faire face précocement aux imprévus pouvant surprendre l'ordre économique national ?

N'est t-il pas temps de songer à dompter le secteur informel et de verrouiller ses dimensions souterraines ?

Pourquoi ne pas basculer vers un modèle de financement direct pour pouvoir faire face aux intempéries monétaires ?

## BIBLIOGRAPHIE :

- Abdeslam, S., 2020. « L'après covid-19 7 clés pour la relance ».
- Alaoui, N. N., 2020. Risques, incertitudes et complexité de la pandémie Covid-19. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(3), pp. 517-525.
- Amadeus, I., 2020. *Les 5 piliers de la relance et de la construction du modèle national de développement post-Covid-19*, s.l.: s.n.
- Blal, A., 1982. *Développement et facteurs non économiques*. SMER éd. Rabat: s.n.
- Bourque, G., 2000. *Le modèle québécois de développement : De l'émergence au renouvellement*. Presses de l'Université de Québec éd. Québec: s.n.
- Caire, G., s.d. analyses bibliographiques sur le développement (Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement). *Revue Tiers Monde*.
- Campbell, J. P., 1990. Modeling the performance prediction problem in industrial and organizational psychology. *Handbook of industrial and organizational psychology*, 2(2), pp. 687-732.
- CARDINAL, A., 2010. *Savoirs traditionnels et développement: apports critiques*. s.l.:s.n.
- Chiguer, M., 2019. *Modèles de développement et expérience marocaine : Pour que renaisse le phénix*. Editions Handala éd. Rabat: s.n.
- CNUCED, 2020. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2020: la production à l'issue de la pandémie: repères et vue d'ensemble*, s.l.: s.n.
- commerciale, D. d. l. e. a. M. -. S., 2020. *Note sur les impacts économiques du covid-19 au Maroc*, s.l.: s.n.
- Conseil Economique Social et Environnemental, 2019. *L'approche parlementaire du nouveau modèle de développement du Royaume*, Maroc: CESE.
- CSMD, 2020. *csmd.ma*. [En ligne].
- dubarry, n., 2014. *les volx silencieuses du développement : des alternativesdes prometteuses pour assurer une réappropriation des chemins du développement*. s.l.:université du québec à montréal.
- Dumas, A., 1971. Les modèles de développement. *Revue Tiers Monde*, pp. 279-301.
- Frisch, R., 1969. A survey of types of economic forecasting and programming and a brief description of the Oslo Channel Model. *The Swedish Journal of Economics*, 71(4), pp. 302-324.
- Fuente, J. R. d. l., 2006. La participation citoyenne comme source de légitimité de la gouvernance. *La Revue administrative*, 59(353), pp. 487-495.
- Gélinas, 1994. *underdeveloped oreas*. s.l.:s.n.
- Gestion, C. C., 2020. *IMPACT COVID-19*, s.l.: s.n.
- Gosselin, E. & Richard, C., 2010. Controverse relative à la relation entre le stress et la performance au travail : recherche d'explications. *Psychologie du Travail et des Organisations*, 16(1), pp. 5-25.

HCP, 2020. *l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises*, s.l.: s.n.

HCP, 2020. *Pandémie Covid-19 dans le contexte nationale : situation et scénarios*, s.l.: s.n.

Heilperin, M., 1950. Le point IV du président Truman. *Politique étrangère*, 15(2), pp. 165-177.

Heilperin, M. A., s.d. Le point IV du président Truman.

Hinti, S. & Zahar, A., 2020. Covid-19 : Convergence des programmes budgétaires publics comme levier de performance face aux défis de la crise, cas du Maroc. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(3), pp. 443- 463.

HUGO, V., s.d. *Bnaquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage*. s.l.:s.n.

IDRISSI, M. A., OUDDA, Y. & TAOUAB, O., 2020. Quel modèle de développement pour le Maroc dans l'ère post coronavirus. *Revue Internationale du chercheur*, 1(2), pp. 24-43.

Jean-Laurent, V., s.d. Les économistes discutent la gestion de la crise du covid-19 au Maroc : quelques interrogations économiques en cascade aux portes sociales au Maroc. *incertitude et rationalité Revue française d'économie*, 9(2), pp. 105-146..

Laghmami, I., 2020. L'intelligence économique au service du territoire : Cas du Maroc. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(3), pp. 913-927.

Latouche, S., 2004. *Survivre au développement: de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard/Mille et une nuits éd. s.l.:s.n.

Laurent Davezies, S. D. L. G. e. T. G., 2012. *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*. s.l.:s.n.

Legouté, J. R., 2001. *Définir le développement : Historique et dimensions d'un concept plurivoque*, Montréal: s.n.

Leroy-Beaulieu, P., s.d. *la colonisation chez les peuples modernes*. s.l.:s.n.

Lucain, P., 2009. Crise: Comment expliquer la crise. *La Revue administrative*, pp. 274-277.

Maroc, D. d. l. e. a., 2020. *Note sur les impacts économiques du Covid-19 au Maroc*, s.l.: s.n.

maroc, l. C. f. d. c. e. d. d., 2020. *Relance économique les mesures prioritaires*, s.l.: s.n.

Ministere de l'Industrie, d. I. d. C. e. d. I. N., 2019. [En ligne] Available at: <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/plan-d%E2%80%99acc%C3%A9ration-industrielle-2014-2020> [Accès le Avril 2019].

Mkandawire, T., 2006. Les politiques de développement social : Un nouveau défi pour les sciences sociales. *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 3(189), pp. 427-438.

mondiale, l. b., 2020. *perspectives de la macro-pauvreté pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord /Analyse et projections pays par pays pour le monde en développement*, s.l.: s.n.

Montiel, E., 1982. Sociologie du développement. *Revue tiers-monde*, 23(90), pp. 407-417.

paper, P. C. f. t. N. S. p., s.d. la stratégie du Maroc face au covid-19.

Partant, F., 1982. *La fin du développement : naissance d'une alternative*. La découverte éd. Paris: s.n.

Peemans, 2002. s.l.:s.n.

Perroux, F., 1961. *L'économie du XX siècle*. PUF éd. Paris: s.n.

PNUD, 1991. *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris: Economica.

Ramos-Lamoise, J., 2014. La crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale. *Open edition journals Revue Géographique de l'Est*, Volume 54.

Richard, B., 1992. *L'anti-développement : Le prix du Libéralisme*. L'Harmattan éd. Paris: s.n.

Rist, G., 1984. *Processus culturels et développement*. Madrid, 4e conférence générale de l'EADI.

Rist, G., 2001. *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Les presses Sciences Po éd. Paris: s.n.

Saches, W., 1996. *des ruines de developement*. s.l.:s.n.

Saches, W. & Esteva, G., 2003. *Des ruines du développement*. Le serpent à plumes éd. s.l.:s.n.

Sachs, G., 2020. *Direction des études et des prévisions financières* , s.l.: s.n.

Sadok, H., 2019. A la recherche d'une grille d'analyse théorique pour la problématique du développement a Maroc. *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, 18(13), pp. 59-81.

Sarraut, A., s.d. s.l.:s.n.

Sashes, W., s.d. s.l.:s.n.

Seddiki, A., 2019. Réflexions sur le modèle de développement marocain. *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, 18(13), pp. 35-48.

South, P. C. f. t. N., 2020. la stratégie du Maroc face au Covid-19.

Tomas, M. & Lemqeddem, H. A., 2020. Fragilité et gouvernance territoriale : Quelle perspective pour le développement du territoire ?. *Revue Internationale des Sciences et Gestion*, 3(3), pp. 614 - 627.

TRUMAN, L. p., s.d. *Le point 4 du discours de Truman*. s.l.:s.n.

Vedie, H.-L., 2020. Le Covid-19: un accélérateur de crise, un révélateur d'insuffisance.

.